

Interview de Jacques F. Poos: les trois lieux de travail du Parlement européen (Sanem, 16 avril 2004)

Source: Interview de Jacques F. Poos / JACQUES F. POOS, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 16.04.2004. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:36, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_f_poos_les_trois_lieux_de_travail_du_parlement_europeen_sanem_16_avril_2004-fr-546d48bo-29fb-4148-917a-8df9949fd1e8.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques F. Poos: les trois lieux de travail du Parlement européen (Sanem, 16 avril 2004)

[Étienne Deschamps] Je vais, si vous me le permettez, me faire un petit peu l'avocat du diable. On sait que certains citoyens s'étonnent, pour ne pas dire plus, du fait que le Parlement travaille dans trois implantations différentes: le secrétariat ici à Luxembourg et puis les réunions en plénière ou en commission, tantôt à Strasbourg, tantôt à Bruxelles. Pensez-vous que ce système soit: un, efficace; deux, puisse perdurer éternellement? Croyez-vous qu'une solution soit souhaitable et possible?

[Jacques F. Poos] C'est une question récurrente qui continuera à être discutée au niveau politique, mais je pense qu'il ne faut pas la regarder trop à travers le prisme du budget. Ce qu'on n'a jamais fait, c'est calculer le coût d'une centralisation extrême, de mettre tout sur un même lieu – quelqu'un dira, une «ghettoïsation». Aujourd'hui on a quand même, avec Strasbourg, une visibilité différente du Parlement européen, que tout le monde considère différent de Bruxelles. Les gens ont déjà de la peine à savoir la différence entre le Conseil européen et le Conseil de l'Europe, entre le Conseil «Affaires générales» et la Commission. Et le fait que le Parlement européen siège à Strasbourg s'explique historiquement et il lui donne une certaine indépendance: ceux de Bruxelles et ceux de Strasbourg. Je pense qu'il faut absolument garder cela également à l'avenir et le défendre vis-à-vis de ceux qui n'ont pas, peut-être, suivi l'histoire européenne depuis la Deuxième Guerre mondiale. Je pense que la décentralisation dans une Union européenne a un sens. Il ne faut pas tout mettre au même endroit, même si matériellement ce serait possible, mais ce n'est pas possible. Je ne vois pas où à Bruxelles on construirait des bureaux pour loger tous les employés qui sont actuellement à Luxembourg, tout le personnel. Ce ne serait certainement pas près du Parlement européen, là où on construit maintenant encore deux ailes supplémentaires pour héberger les nouveaux députés, car on est vraiment en guerre avec la commune d'Ixelles, à Bruxelles. La commune voulait interdire l'agrandissement du Parlement européen à cet endroit-là parce qu'ils prétendent que ça casse toute la vie de quartier, etc., qu'il n'y a pas de vie nocturne, qu'il y a trop de voitures... on connaît les arguments. Et si on les met ailleurs dans Bruxelles, loin du lieu de fonctionnement, où est l'avantage? Il y aura un coût énorme, il y aura quand même un transport, un déracinement à Luxembourg et une implantation à Bruxelles, pourquoi? Je pense qu'il faut vraiment dire: «Bon, on a cette situation historique et elle a son prix, qui n'est pas énorme, pas si énorme que ça et chaque pays qui veut décentraliser ses institutions doit être prêt à payer le prix».

[Étienne Deschamps] J'imagine que vous avez été directement associé, en tant que questeur, à ces négociations parfois houleuses, semble-t-il, avec les autorités communales d'Ixelles. Comment ça se passe? Est-ce que vous avez eu des réunions avec des comités de quartier, avec des habitants bruxellois qui se réjouissent ou se plaignent, au contraire, de l'installation de bureaux nouveaux sur le territoire communal?

[Jacques F. Poos] Il y a eu des réunions avec les responsables de la commune et avec les comités locaux. On a été inondé de motions, de desiderata, de protestations et on a bien senti que le Parlement européen, bien accueilli bien sûr par les autorités belges, n'est pas tellement admis par la commune. C'est un élément étranger. C'est considéré comme un élément étranger. Nécessaire, certes; intéressant, oui, mais dérangeant et dérangeant les habitudes. Bien qu'il y ait quand même des petits commerces et des restaurants, des petits restaurants, des hôtels, etc. qui se sont construits autour. Mais c'est vrai que Bruxelles n'est pas un idéal d'aménagement du territoire au point de vue urbanistique.

[Étienne Deschamps] Et l'agrandissement des bâtiments, évidemment, ne va pas faciliter les choses?

[Jacques F. Poos] Ça ne va pas faciliter les choses, alors que Strasbourg, c'est un vrai bijou. La maison même du Parlement européen, l'hémicycle, mais aussi la tour, c'est un vrai bijou du point de vue architectural et qui a bien sa place dans ce quartier de Strasbourg, à la frontière franco-allemande. Alors que le Kirchberg aussi, avec sa nouvelle configuration, essaye de combiner présence des fonctionnaires européens et fonctionnement du quartier, habitations, commerces, loisirs avec la piscine, la Coque, etc. Je pense que c'est un ensemble architectural qui se présente bien, alors que Bruxelles... je ne suis pas tellement convaincu.

[Étienne Deschamps] En tant que ministre des Affaires étrangères, j'imagine que vous avez été associé à ces

discussions pour conserver à Luxembourg ce qui risquait à l'époque d'être transféré à Bruxelles, que ce soit pour le Parlement ou pour certaines directions générales. Est-ce que vous vous souvenez de jeux d'influence ou d'anicroches, pour justement, de querelles, si je puis dire, avec vos homologues belges pour garder le plus possible chacun chez soi ce qui pouvait l'être?

[Jacques F. Poos] C'est une bataille permanente, mais je dois dire que notre adversaire n'était pas tellement le gouvernement belge. Ce n'est pas le gouvernement belge qui veut arracher quelque chose. Je pense qu'il est tout à fait satisfait de ce qu'il a: le Conseil et la Commission, qui se réunissent à Bruxelles, et encore les Conseils européens futurs, qui lui donnent quand même une visibilité énorme dans les médias, tous les Conseils européens à Bruxelles. Notre adversaire, c'est la bureaucratie. C'est la bureaucratie qui, pour des raisons de facilité, veut tout concentrer. C'est la bureaucratie et je dirais ensuite les budgétaires. La CoCoBu évidemment voit les cinquante millions d'euros qu'on peut économiser par ci ou économiser par là si on met tout au même endroit, mais sans raisonner: «Qu'est-ce que cela coûtera comme nouveaux bâtiments à cet endroit et comme nouvel investissement dans les transports dans cet endroit?»